

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**

**SEANCE DU 28 JUIN 2016**

L'an Deux Mille Seize,  
et le vingt huit juin,  
à DOMAZAN

Le Comité Syndical s'est réuni au nombre prescrit par le règlement dans le lieu habituel de ses séances,  
sous la présidence d'André ROCHE

**Présents :**

André ROCHE, Président,  
Max LANGLADE et Savine DEMARQUETTE-MARCHAT, Vice-présidents,  
Christian RANDOULET, Jean-Pierre ALENGRIN, Jean-Louis LAVAUD, Cédric CLEMENTE, Jean-Baptiste MANGIN, Conseillers Syndicaux Titulaires,  
Eric AUGIER, Maurice SAVARY, Luc ROUBAUD et André CROUZET, Conseillers Syndicaux Suppléants.

**Procuration :**

Luc ROUSSELOT donne procuration à Max LANGLADE.

**Absents excusés :**

Patrick VACARIS et Jacques DEMANDE, Vice-présidents,  
Nathalie NURY, Sylvie NICOLLE, Pascale BORIES et Jean-Louis BANINO Conseillers du Conseil Départemental du GARD,  
Yvan BOURELLY, Conseiller Titulaire de SAZE,  
Olivier JOUVE, Conseiller Titulaire de SAINT GENIES DE COMOLAS,  
Luc ROUSSELOT, Conseiller Titulaire et Hervé FARDET, Conseiller Suppléant de ROQUEMAURE,  
Catherine COMPERE, Conseillère Suppléante de LES ANGLES,  
Carole DELAFONTAINE, Conseillère Suppléante de SAUVETERRE.

**OBJET : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - PROJET DE SECURISATION DU BARRAGE DU PLANAS – APPROBATION DU PROJET - DEMANDE D'AUTORISATION UNIQUE - DEMANDE D'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE, PARCELLAIRE ET PREALABLE A LA DECLARATION D'INTERET GENERAL ET A L'AUTORISATION UNIQUE.**

Rapporteur : Monsieur ROCHE

Il est rappelé aux membres du Comité Syndical que le projet définitif a été validé le 19 décembre 2014 par le comité de pilotage.

Les travaux consistent en une rehausse du déversoir de la côte 47,5 m NGF à la côte 49 m NGF. Le tronçon T3 au nord du déversoir sera renforcé et rehaussé jusqu'à une côte de 51 m NGF. Enfin les tronçons T4 et T5 vont être mis en transparence. L'objectif est d'éviter les risques de rupture et d'augmenter la capacité de rétention de la retenue. Les travaux et ouvrages relèvent de la nomenclature 3.2.3.0, 3.2.5.0, 3.3.1.0 de l'article R 214.1 du Code de l'environnement. Le barrage relève de la catégorie d'aménagements 17 c) de l'annexe à l'article R122-2 du Code de l'environnement.

Ce projet est plus amplement décrit dans une note technique annexée à la présente délibération.

Conformément aux articles L 214-1 à L 214-6 et R 214-1 et suivants du Code de l'environnement régissant les ouvrages relatifs à l'eau et aux milieux aquatiques et marins, la réalisation des ouvrages et des travaux du projet de sécurisation du barrage du Planas est soumise à autorisation accordée après enquête publique conduite par Monsieur le Préfet.

Accusé de réception en préfecture  
le 29/06/2016 à 10h05-06-16-DE  
Date de réception préfecture : 29/06/2016



L'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 et son décret d'application n° 2014-751 du 1<sup>er</sup> juillet 2014 ont soumis, à titre expérimental et pour une durée de trois ans dans les régions Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes, à autorisation unique les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement.

Le projet de sécurisation du barrage du Planas sera donc autorisé par arrêté préfectoral, dénommé « autorisation unique » dans l'ordonnance précitée.

Le projet relève de l'intérêt général car il permet de garantir la sécurité publique, à savoir :

- Eliminer le risque de rupture ou surverse identifié dans l'étude de danger,
- Augmenter significativement le volume retenu, qui passe de 533 000 m<sup>3</sup> à 1,25 millions de m<sup>3</sup>.

Selon l'article R214-89 du Code de l'environnement, la déclaration d'intérêt général ou d'urgence mentionnée à l'article L. 211-7 du code précité est précédée d'une enquête publique effectuée dans les conditions prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27.

La réalisation du projet nécessite l'acquisition de parcelles d'une surface de 1,1 ha de surface dans la zone d'emprise du projet et de 8,16 ha qui servira de zone d'emprunt pour rehausser les digues.

L'article L1 du Code de l'expropriation pour Cause d'Utilité Publique dispose que *« L'expropriation, en tout ou partie, d'immeubles ou de droits réels immobiliers ne peut être prononcée qu'à la condition qu'elle réponde à une utilité publique préalablement et formellement constatée à la suite d'une enquête et qu'il ait été procédé, contradictoirement, à la détermination des parcelles à exproprier ainsi qu'à la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et des autres personnes intéressées. Elle donne lieu à une juste et préalable indemnité ».*

Une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et une enquête parcellaire doivent donc être réalisées.

Selon l'article L.110-1 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, *« lorsque la déclaration d'utilité publique porte sur une opération susceptible d'affecter l'environnement relevant de l'article L.123-2 du Code de l'environnement, l'enquête qui lui est préalable est régie par les dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier de ce code ».*

Conformément aux dispositions des articles L.122-1 et R.122-2 du Code de l'environnement, le projet de sécurisation du barrage du Planas est soumis à étude d'impact.

Le projet entre donc dans le champ d'application de l'article L.123-2 du Code de l'environnement.

En application de l'article L.123-6 dudit code, le projet étant soumis à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques dont l'une au moins en application de l'article L. 123-2, il peut être procédé à une enquête unique.

Conformément aux dispositions de l'article L.122-1 du Code de l'environnement, l'autorité environnementale sera saisie pour avis.

Il convient donc d'approuver le projet et d'autoriser Monsieur le Président à déposer le dossier de demande d'autorisation unique et à saisir Monsieur le Préfet aux fins d'ouverture d'une enquête publique unique.

**Vu** l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 et son décret d'application n° 2014-751 du 1<sup>er</sup> juillet 2014,

**Vu** les articles L 214-1 à L 214-6 et R 214-1 et suivants du Code de l'environnement

**Vu** le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques,

Accusé de réception en préfecture  
100820161675200072005  
5-06-16-DE  
Date de réception préfecture : 29/06/2016

4

Vu les articles L211-7, R214-89, R. 123-1 à R. 123-27 du Code de l'environnement,  
Vu les articles L 1 et L110-1 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,  
Vu les articles L.122-1 et R.122-2 du Code de l'environnement,  
Vu les articles L.123-2 et L.123-6 du Code de l'environnement,

**A l'unanimité et après en avoir délibéré, le Comité Syndical :**

- **APPROUVE** le projet décrit dans la note technique annexée à la présente délibération,
- **AUTORISE** Monsieur le Président à déposer le dossier de demande d'autorisation unique au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement,
- **AUTORISE** Monsieur le Président à saisir Monsieur le Préfet du Gard aux fins d'ouverture d'une enquête publique unique :
  - préalable à déclaration d'utilité publique,
  - préalable à la délivrance de l'autorisation unique,
  - préalable à la déclaration d'intérêt général,
  - parcellaire.
- **AUTORISE** Monsieur le Président à poursuivre l'acquisition des parcelles nécessaires au projet par voie amiable ou au besoin par voie d'expropriation.
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions et à la réalisation du projet.

Fait les jour, mois et an susdits

ET ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

Pour expédition conforme, PUJAUT le 29 juin 2016.

Le Président,  
André ROCHE

  
**SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT DES  
BASSINS VERSANTS DU GARD RHODANIEN**

Accusé de réception en préfecture  
030-200001675-20160628-DEL5-06-16-DE  
Date de réception préfecture : 29/06/2016

14